



La Commune



Venezuela : Contre l'exclusion de Vilma Vivas du PSUV France : Deux ans après l'élection de Sarkozy : Le discrédit

Chronique hebdo n°12 du 10 au 17 mai 2009

supplément à

la Commune

journal en langue française de militants du NPA membres du courant international
Mouvement Socialiste des Travailleurs -International (IVE Internationale)

N°12, du 10 au 17 mai 2009

"La lutte de classe est nationale dans sa forme, internationale dans son contenu"
(Karl Marx)

SOMMAIRE :

Venezuela : **Contre l'exclusion de Vilma Vivas du PSUV**

France : **Deux ans après l'élection de Sarkozy : Le discrédit**

Nos liens :

Venezuela : www.aporrea.org www.mareasocialista.com

Argentine : www.mst.org.ar

France : www.npa2009.org

Venezuela

Contre l'exclusion de Vilma Vivas du Parti Socialiste Uni du Venezuela

Dans la première quinzaine d'avril, le vice-président du PSUV et membre du Bureau politique du PSUV de l'état de Tachira (1), Freddy Berna, a annoncé au cours d'une conférence de presse, retransmise par la télévision, l'exclusion de Vilma Vivas, membre de la direction régionale du PSUV, coordinatrice de l'UNTE (2) de cet État, coordinatrice de la commission des Organisations sociales et du Pouvoir populaire et dirigeante nationale de " Marea Socialista ". Immédiatement, l'ensemble des syndicats de l'UNTE de Tachira ainsi que le Front Socialiste des Travailleurs se sont prononcés pour l'annulation de cette sanction. La campagne contre cette mesure s'est étendue à l'ensemble du pays et à l'Amérique latine. La parole à Stalin Perez Borges, Coordinateur national de l'UNETE, militant du Front National des Travailleurs Socialistes et éditeur du mensuel " Marea Socialista " :

Que peux-tu nous dire sur l'exclusion de Vilma ?

Premièrement, elle est de toute évidence antidémocratique et en conséquence profondément illégale et illégitime. Il n'y a pas eu de procès, il n'y a aucune preuve la concernant par rapport aux accusations lancées globalement contre tous les exclus. Vilma n'a pas eu le droit de se défendre, on ne lui a communiqué aucune résolution, il ne lui a été montré aucune preuve. L'annonce de l'exclusion a été prononcée par Freddy Berna dans les médias. Cet oukase serait un fâcheux précédent ouvrant la voie à une histoire sans fin d'exclusions.

Deuxièmement, nous considérons que cette sanction est une attaque contre l'ensemble du mouvement ouvrier particulièrement dans l'Etat de Tachira. Il est honteux que le vice-président du parti de la zone andine agisse de cette manière contre la principale dirigeante du Front des Travailleurs Socialistes, partie prenante du mouvement chaviste, avec les " Missions " et les comités pour le Oui, qui a contribué à la victoire sur le plan national au dernier référendum sur les amendements permettant au président Chavez de pouvoir se représenter aux élections présidentielles. Ceux qui furent incapables de faire gagner le Oui au référendum à Tachira sont ceux qui, apparemment, ont fait main basse sur le parti dans cet État.

Troisièmement, le parcours, l'honnêteté et le militantisme de la camarade Vilma Vivas sont connus au niveau national. Elle a présenté elle-même à la direction nationale du parti un dossier contenant tout un ensemble de documents signalant de multiples irrégularités dans le parti à Tachira. Vilma fut élue à la direction régionale du parti par la base, sans soutien de l'appareil ni avec les millions que d'autres dirigeants investirent pour être élus. Tout ceci est connu des militants. C'est un fait que sa place dans le parti a été conquise par son militantisme et par la reconnaissance de son parcours de combattante incorruptible par la base du parti.

Voilà quelle est notre position et nous allons demander que le Front des Travailleurs Socialistes du parti prenne position au niveau national. La sanction contre notre camarade doit être levée immédiatement et la demande, faite par les camarades du Front Socialiste des Travailleurs de Tachira, que la direction nationale intervienne pour que les droits de notre camarade doit être respectée. Que les accusations dont elle est l'objet soient démontrées et qu'elle ait le droit de se défendre !

Veux-tu ajouter quelque chose ?

Je veux lancer un appel à tous les militants défenseurs de la démocratie interne des organisations politiques, aux courants du mouvement ouvrier qui se joignent à cette exigence, à tous les collectifs des mouvements sociaux, aux mouvements populaires et à tous les travailleurs pour organiser une grande campagne pour le respect des droits politiques des travailleurs au sein du PSUV de Tachira. Je demande aussi à la direction nationale du parti et spécialement à Chavez, en tant que président du PSUV, qu'ils interviennent directement sur ce cas pour que soient corrigés les terribles abus et les erreurs commis. Enfin, " Marea Socialista " a engagé la campagne nationale en solidarité avec Vilma et nous allons faire campagne par tous les moyens contre cette injustice manifeste.

(1) Tachira est un des 23 états du Venezuela, le neuvième par sa population, situé à la frontière avec la Colombie, il est gouverné par la droite.

(2) UNTE ou UNT, c'est la centrale syndicale ouvrière qui s'est construite dans le feu de la révolution bolivarienne.

Lutte de classes en France

Deux ans après l'élection de Sarkozy :

Le discrédit

Voilà deux ans que Sarkozy est à la tête de l'Etat et qu'il imprime à la " fonction suprême " le style crâneur, bonimenteur, grossier et roquet qui est le sien. Indubitablement, la " fonction suprême " en prend un coup car avec Sarkozy, le chef de l'Etat " clé de voûte des institutions " descend de son piédestal, faisant mine de retrousser ses manches et ne peut plus guère se placer en arbitre " au dessus de la mêlée ", au dessus des partis, des clans, des cliques et des claques. Mais, en réalité, Sarkozy est le plus pur produit de ce régime vermoulu et déliquescant qu'est la Vème République. Deux ans après donc, la crise politique, c'est-à-dire les règlements de comptes au sommet de l'Etat et dans les coulisses du pouvoir reprennent de plus belle, tantôt feutrés, tantôt acérés.

Deux ans après, donc, les langues se délient. Des révolutions de palais se trament, à fleurets mouchetés d'abord, puis à coup de livres.

Les langues se délient

Commençons par Jean-François Copé, président de l'Assemblée nationale, qui a commis un best-seller dont le titre résume tout : " un député, ça compte énormément ". Evidemment, toute ressemblance entre ce député qui " compte " et Jean François Copé, soi-même, serait purement fortuite. La thèse que soutient l'auteur est d'une simplicité biblique : face à " l'hyper-président ", il faut un " hyper-parlement " et l'homme qui est au perchoir de cet hémicycle, en l'occurrence Copé, sera sur orbite pour devenir le moment venu calife à la place du calife. Mais, pour ce faire, il lui faut encore passer du grade de chef des députés UMP à celui de chef de l'Assemblée nationale. A cet effet, il dispose de son propre club de réflexions Génération France qui tend des perches à tous les " pieds écrasés " de Sarkozy : Karoutchi, Dati et quelques autres.

Copé, défenseur des prérogatives du Parlement face à l'exécutif ? A tout le moins, c'est nouveau. Laurent Mauduit, ancien journaliste du Monde lui pose la question pour Mediapart

Mediapart : " Jusqu'à récemment, vous aviez plutôt une vision restrictive du rôle du Parlement... "

JF Copé : " Au départ, mon engagement en politique était profondément gaulliste. Et pour moi, la vision institutionnelle du gaullisme, c'était la Ve République, c'est-à-dire un président fort et un parlement faible. Pendant très longtemps, je n'imaginai pas de parcours politique ailleurs qu'au gouvernement.

Et puis, il [Nicolas Sarkozy] m'a sorti du gouvernement [en mai 2007]. J'ai compris qu'il y avait une perspective et une opportunité de développer mon parcours à ses côtés, autrement, avec le parlement."

Les caves se rebiffent

On l'aura compris le " parlementarisme " de Copé n'est qu'un faire-valoir. Aux côtés de Sarkozy et contre lui, Copé caresse l'espoir de devenir chef de l'Etat en 2017. Mais d'autres sont à l'affût du pouvoir, d'autres cherchent à faire la peau de Sarkozy, plus vite que lui : le clan de Bayrou et celui des chiraquiens qui jusqu'ici s'étaient tenus cois, les " libéraux " eux-mêmes s'impatientent.

Bayrou, à son tour, sort un bouquin, au titre sans appel : " Abus de pouvoir ". Il se prend quasiment pour Mitterrand qui avait écrit contre de Gaulle, en 1964, " le coup d'état permanent " (NDLR : un pamphlet devenu quasiment introuvable depuis ... 1981, puisqu'il traçait un portrait au vitriol des institutions de la Vème République façonnées par de Gaulle).

Au même moment, Villepin surgit et met l'accent sur le " risque révolutionnaire " qui menace tout l'Edifice, se présentant dès lors comme le Recours. De fil en aiguille, les chiraquiens, jusqu'alors réduits au silence par l'irrésistible ascension de Sarkozy et pris dans les rets de l'interminable affaire Clearstream, se rebiffent. Et menacent de faire alliance avec Bayrou pour mettre fin à l'intermède Sarkozy. Bras d'honneur et mains tendues...

" Un clown ridicule et prétentieux "

Mais, le brûlot le plus implacable contre Sarkozy est probablement le livre encore chaud de Thierry Desjardins, au titre cinglant " **Sarkozy, ses balivernes et ses fanfaronnades**". On l'aura compris, cet homme n'était pas prédestiné à " flinguer " l'hôte de l'Elysée. Ancien rédacteur en chef du Figaro, chiraquien déçu, Thierry Desjardins est clairement " de droite ". Il a voté Sarkozy. Encore une fois, rien ne le prédisposait à cracher sa rage contre Sarko.

Le reproche majeur qu'il adresse à Sarkozy se lit dès la 24 ème page :

" Ce n'est pas avec des formules incantatoires, des potions magiques dignes d'Astérix, ni même avec la meilleure volonté du monde qu'on empêche les faillites, les délocalisations, le chômage, qu'on évite la banqueroute, qu'on sauve une économie (...). C'est avec une politique lucide, cohérente, impitoyable, difficile et, pour laquelle on accepte les mots vrais de " récession ", de " rigueur ", d' " austérité ", de " concessions ", sans essayer, comme vous le faites, de se cacher derrière son tout petit doigt,

même s'il est menaçant"

C'est dire que, selon Desjardins, Sarkozy n'est pas assez ferme face à la population laborieuse des villes et des campagnes, qu'il ne lui fait pas assez payer la crise car c'est cela que veulent dire depuis toujours les mots " rigueur " et " austérité ", de " politique impitoyable ". Ou plutôt, qu'il n'y parvient pas, "**même avec la meilleure bonne volonté du monde**".

" **Ça fait des mois que vous pataugez dans l'incohérence la plus complète et que nous ne comprenons plus rien à votre politique**" accuse Desjardins.

Ainsi, refusant de lui-même de se placer en arbitre (1), Sarkozy garde néanmoins un trait classique du bonapartisme : celui qui consiste, en période orageuse, à louvoyer entre les deux classes sociales fondamentales, bourgeoisie et prolétariat, croyant ainsi, de cette sorte, préserver l'intérêt de la fraction la plus puissante de la bourgeoisie, celle qui représente le Capital financier.

Mais, pour mener cette " politique impitoyable " que réclame Desjardins au nom de ses pairs, c'est-à-dire une brutale augmentation du taux d'exploitation des travailleurs, il faut tout d'abord mater la classe ouvrière qui défend sa position acquise face aux réformes gouvernementales, aux directives " européennes " et face aux plans de licenciements et de restructurations, rejetant les sacrifices qu'on lui impose ici et maintenant. Or, à l'épreuve des faits, il s'avère que Sarkozy n'a pas le " profil " pour mettre au pas durablement les salariés. C'est ce que lui reprochent les observateurs les plus avisés de la classe dirigeante. Il n'est pas au dessus de la mêlée mais en dessous. Mais, à sa décharge, quand bien même aurait-il le " profil " (condition nécessaire mais non suffisante) il n'en a pas davantage les moyens politiques : son " parti " n'a pas de base de masse solide, le poids électoral de l'UMP est faible, les institutions de la Vè république se désagrègent et, dans le même temps, les masses cherchent une issue anticapitaliste dans l'action (comme en témoigne, tout dernièrement, le rejet par les " caterpillar " du référendum censé les rallier aux suppressions d'emplois et à la flexibilité accrue des horaires)

Dans la vie réelle, Sarkozy n'a pas l'autorité, le charisme et l'audace que ses adulateurs et certains " adversaires " velléitaires lui prêtent

Sarkozy n'est pas tel qu'il se présente lui-même (et tel que le présentent des media complaisantes et flagorneuses), il n'est pas l'homme fort tout puissant, ayant plus d'un tour dans son sac et du courage à revendre mais... "**Un clown ridicule et prétentieux**". En tous cas, c'est l'idée que se fait Medvedev, le dirigeant russe. C'est ce que rapporte Desjardins : "**Vous a-t-on dit que le 16 novembre 2008, à Washington, au cours d'un grand banquet officiel et devant un auditoire international trié sur le volet, ce Président russe s'est amusé, comme un vulgaire imitateur, à vous singer, en dodelinant de la tête et en agitant les bras et en agitant les bras, ce que vous faites si bien, en gesticulant à la manière d'un hurluberlu, en parlant du nez, et en affirmant, dans un anglais très approximatif être " très ému à la seule idée de pouvoir enfin parler à une tribune, même et surtout pour dire n'importe quoi "**

Un bilan " au bord du gouffre "

Evidemment, pour cette fraction des classes moyennes qui avaient voté pour lui, la déception est amère. Le bilan des deux premières années de Sarkozy est une charge lourde à porter qui bride indiscutablement sa capacité à passer d'une " politique incohérente " et fébrile à une " politique impitoyable ".

Ce bilan peut se résumer ainsi,

- . hausse du chômage
- . hausse du déficit du commerce extérieur
- . hausse du déficit du budget de l'Etat qui a dépassé le plafond autorisé par les critères " de convergences " du traité de Maastricht
- . accentuation de la baisse du pouvoir d'achat

Il fait litière de tous les engagements de Sarkozy lors de sa campagne électorale et dans les mois qui ont suivi, le couvrant définitivement de ridicule aux yeux du plus grand nombre. Ainsi sa prétention d'aller " chercher la croissance avec les dents " déclenche, avec le recul, l'hilarité à tous les coins de rue et dans toutes les couches de la société. Sa cécité devant l'imminence d'une crise financière (qui n'a fait que révéler une crise économique bien plus profonde s'inscrivant elle-même dans le cadre de l'agonie du capitalisme) dont les signes avant-coureurs étaient visibles à l'oeil nu, contribue largement à jeter le discrédit sur ce matamore qui passe de surcroît parmi ces pairs pour un type dépourvu de lucidité.

Desjardins rappelle opportunément que,

" ...En mai 2007, le CAC40 était à 6000 points. A peine étiez-vous élu qu'il commençait sa descente infernale. Dès août 2007, c'est-à-dire plus d'un an avant l'affaire Dexia : 5 265 points. Pour en arriver aujourd'hui à faire du yoyo autour des 2700 points " Et Desjardins d'ajouter : "**je ne vous accuse pas d'avoir fait s'effondrer la Bourse par votre seule élection. Je vous accuse de n'avoir pas vu que cette dégringolade vertigineuse de toutes les Bourses mondiales signifiait qu'on était entré, depuis déjà quelques temps, dans une crise économique redoutable qui allait bien sûr entraîner une crise financière "**

Dans la même veine, Hervé Mariton, député UMP de la Drôme et considéré comme un des " ultra-libéraux " de cet espèce de " parti ", ancien polytechnicien, déplorait : "**Le gouvernement a manqué de discipline budgétaire. On n'a pas réparé le toit avant l'orage. Du coup, on en est à mettre des seaux un peu partout "** (NDLR-cité par Desjardins)

Et, au juste, que reste t-il du " travailler plus pour gagner plus " (à coups d'heures sup) qui avait rythmé les meetings électoraux de Sarko ?

T. Desjardins : " cette détaxation des heures supplémentaires coûte 5,5 milliards d'euros par an à l'Etat (c'est vous-même qui l'avez déclaré) et cette année les 600 millions d'heures supplémentaires (vous en aviez prévu 900 millions) dont on pu bénéficier ne leur en ont rapporté que... 3,78 milliards d'euros. Le compte n'y est pas. D'autant moins que, selon les syndicats, pour la plupart, existaient déjà auparavant et étaient payées au noir. Voilà ce qui s'appelle une réforme mal fagotée, autant dire ratée. Les patrons sont mécontents, car il leur faut toujours surpayer leurs salariés à la 36 ème heure ; les salariés sont furieux car leurs salaires sont toujours plus ou moins bloqués. D'ailleurs, vous aviez oublié que, pour pouvoir gagner plus en travaillant plus, il faut qu'il y ait davantage de travail..." "

Et c'est un comble pour ce chantre de l'Union " européenne ", Sarko est accusé d'avoir laissé filer le déficit du budget de l'Etat, de 34,7 milliards en 2007 à 52,2 milliards en 2008 et une estimation faite par Fillon laisse à penser que ce déficit sera de 76 milliards d'euros en 2009, doublant en deux ans ; le déficit du commerce extérieur atteignant de son côté 55 milliards d'euros. On comprend mieux pourquoi Fillon a pu dire un jour que la France était " **au bord du gouffre** ".

Le réquisitoire de Thierry Desjardins ne s'arrête pas là.

" [Les français] savent aussi, parce qu'ils en croisent parfois quelques uns dans la rue :

. Qu'il y a 7,5 millions de Français (plus de 12% de la population) qui, dans une misère effroyable, tentent de survivre sous la " ligne de pauvreté " (681 euros par mois pour une personne seule, 1 703 euros pour un couple avec deux enfants de plus de 14 ans)

. Qu'il y a officiellement 3,5 millions de mal-logés dans notre beau pays (dont 900 000 sont " sans domicile personnel), sans tenir compte, bien sûr, des SDF dont on ne peut pas, par définition, connaître le nombre exact mais qu'on évalue à 80 000 ou 100 000

. Qu'à côté des deux millions de chômeurs officiels, il y a 1,4 millions de salariés à temps partiels qui souhaiteraient l'être à temps plein

. Qu'il y a 1 160 000 Rmistés (497 euros/mois)

. Et que la France est le seul pays d'Europe- avec la Bulgarie, qui n'est tout de même pas un exemple très flatteur ! - à avoir 17% de ses salariés au SMIC (915 euros/mois), alors qu'il y a quinze ans, du temps de Chirac et Juppé - ceux-ci n'étaient que 8,6% "

Ce bilan est alourdi par le style bas en couleur du personnage. Retenons parmi tant de frasques deux épisodes édifiants :

4 février 2008 : Sarkozy, le surlendemain de son mariage, est allé rencontrer les ouvriers d'ArcelorMittal, à Gandrange (Moselle) qui venaient d'apprendre la suppression dans l'année de 60% des effectifs de l'usine. A la cantonade, il leur lance dans un style berlusconien : " Gandrange, il faut avouer que comme voyage de noces il y a mieux ". Mais surtout, il avait juré ses grands dieux " je ne vous laisserai jamais tomber ", promettant de revenir dès le mois d'avril suivant. " Vous n'êtes jamais revenu, et Gandrange va fermer définitivement - écrit Desjardins- Les gens de Gandrange ne vous le pardonneront jamais. Et ils auront raison "

23 février 2008 : Cette " scène " restera à tout jamais gravée dans le marbre. Au salon de l'agriculture, il lance à un agriculteur qui avait refusé de lui serré la main : " casse-toi, pauvre con ! ", montrant par là même qu'il ne sait pas se contrôler et qu'il n'a que mépris hautain pour la population. Mais en cela, il est dans la lignée, en à peine plus grossier que de Gaulle qui s'emportait contre " la chienlit " en 1968 ou aimait à dire " **les français sont des veaux** "

En définitive, il ne reste à Sarkozy qu'un seul atout, qu'un seul gage de longévité présidentielle et politique. Cet atout, c'est la soumission des dirigeants syndicaux, leur acceptation du cadre général de sa politique et de ses réformes anti ouvrières. Cette soumission s'étend aux chefs du PS et du PCF qui considèrent, par respect pour le régime et l'ordre établi, que Sarko doit " durer "

On l'a vu, les salariés de Caterpillar, parmi tant d'autres, montrent une tout autre voie : celle du rejet de tous les plans dit " sociaux ", celle de l'interdiction pure et simple de tous les licenciements, de l'arrêt de toutes les suppressions d'emplois et fermetures d'usines, de services. Le NPA se veut aux avant-postes de ce combat.

Comité éditorial, 10 mai 2009

Modifié le dimanche 12 juillet 2009

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>